

Le bon et le mauvais à Copenhague

Extrait de l'intervention de Lothar Bisky, à l'initiative du PGE sur le climat, à Lisbonne (26-28 mars 2010).

Lothar Bisky

Président du Parti de la Gauche européenne, président de Die Linke (Allemagne) et Président du groupe GUE/NGL au Parlement européen

Au cours des derniers mois, la politique climatique a été au sommet de l'agenda politique international. De nombreuses rencontres internationales se sont déroulées dans la période qui a précédé le sommet climatique de Copenhague. Toutefois, malgré quelques effets d'annonce, les grands acteurs de la scène internationale ne sont pas vraiment prêts à relever le défi climatique. D'où l'échec du Sommet de Copenhague. Au lieu d'un accord international contraignant pour lutter contre le changement climatique, la conférence n'a même pas entériné la déclaration finale—par ailleurs, totalement dépourvue d'ambition—mais s'est contentée d'en prendre note.

L'Accord de Copenhague ne contient pas de chiffres concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les objectifs volontaires d'émissions qui ont été présentés à l'ONU comme une suite de Copenhague conduiraient très probablement à une augmentation de la température mondiale moyenne de 3,5°. Les conséquences en seraient désastreuses pour de nombreuses régions du monde. On ne peut en sous-estimer sérieusement les conséquences sociales et économiques.

Entre-temps, Connie Hedegaard, la commissaire pour la politique climatique nouvellement élue, a déjà annoncé que l'UE ne poussera pas à un accord contraignant sur le climat, lors de la prochaine conférence des Nations unies à Cancun/Mexique à la fin de cette année. Bien que cela reflète une analyse assez réaliste de l'état actuel des négociations, c'est un mauvais signal envoyé

par l'UE. Celle-ci pense, notamment, avoir encore le *leadership* dans cette négociation. C'est, par ailleurs, dans la droite ligne des réticences de l'UE à faire avancer les négociations en s'engageant sur un objectif de réduction de gaz à effet de serre de 30% d'ici à 2020. L'UE a seulement proposé une réduction de 20% qui est loin d'être compatible avec l'objectif de réduction de 2° accepté par l'UE.

La plupart des gouvernements de l'UE n'ont pas tiré les leçons de Copenhague. À Copenhague, Angela Merkel, par exemple, a promis aux pays en développement 420 millions d'euros de «financement pour le climat». Les récentes décisions budgétaires en Allemagne (19 mars) ne comportaient qu'une somme nouvelle et complémentaire de 70 millions d'euros.

Copenhague a eu néanmoins des aspects positifs. Dans les négociations, certains pays en développement comme la Bolivie, le Venezuela, mais aussi de petites îles comme Tuvalu ont pris confiance en eux comme ils ne l'avaient jamais fait auparavant. En marge du centre des congrès, se sont déroulés les premiers pas d'un nouveau mouvement pour la justice climatique. 100 000 personnes ont manifesté avant le début de la dernière semaine de négociation et des dizaines de milliers de personnes ont participé au sommet alternatif au cours des deux semaines de la conférence. Cela crée de nouvelles possibilités pour construire des alliances entre partis de gauche/gouvernements de gauche et mouvements sociaux. Dans ce contexte d'échec des négociations officielles et de résistance croissante, Evo Morales a invité à un sommet alternatif sur le climat à Cochabamba, à la fin du mois d'avril. Près de dix mille personnes issues de mouvements sociaux, partis de gauche et organisations environnementales sont attendues à Cochabamba pour explorer des alternatives aux politiques climatiques en vigueur afin de dépasser l'impasse actuelle des négociations.

Autre résultat positif de Copenhague : la conscience grandit qu'il ne faut pas attendre un accord international pour commencer à s'attaquer au changement climatique. Au lieu de trop se focaliser sur les négociations internationales, il faut s'intéresser aux changements structurels indispensables dans les secteurs de l'énergie et des transports ainsi que dans les modes de production dans leur ensemble. Qu'est-ce que cela signifie ? Promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Dans les pays industrialisés, aucune nouvelle centrale au charbon qui continuerait à produire de l'électricité à partir de matière fossile. Développer les transports publics à des prix raisonnablement bas pour offrir des alternatives au transport automobile individuel.

Les transports publics illustrent bien l'idée selon laquelle le changement social et le changement environnemental sont les deux faces d'une même médaille. C'est pourquoi l'enjeu environnemental est essentiel pour les partis de gauche. Comme les impacts des changements climatiques vont d'abord

frapper le plus durement les plus pauvres au niveau mondial et au sein des différents pays, prévenir le changement climatique est une question de justice sociale. Rechercher la justice sociale au niveau mondial exige de lutter contre le changement climatique. Par ailleurs, les mesures de protection du climat ne seront acceptées que si elles sont conçues de manière juste et équitable.

Il est de notre responsabilité de réussir dans nos efforts pour la protection du climat : nous en sommes responsables pour nos enfants et petits-enfants. Parce qu'il est vrai et reste vrai que nous ne faisons qu'emprunter la terre de nos enfants.